

## **Séance publique du lundi 1er octobre 2012**

**Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1<sup>er</sup> octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

### **Absents :**

Sarah EL ATMANI, Martine PETTOUT.

## **Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Avenant n°2 au contrat de concession du service de distribution publique d'énergie calorifique.**

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Par contrats en date des 31 décembre 1986 et 1er janvier 1988, la Ville de Montpellier a concédé à la SERM la concession du service public de distribution d'énergie calorifique dans les quartiers d'Antigone et du Polygone.

La distribution d'énergie calorifique a été étendue à la totalité du territoire communal par un avenant commun aux deux contrats précités, en date du 11 mai 1993.

Un autre avenant a ensuite été conclu le 9 août 1996 pour prendre en compte l'évolution de la réglementation communautaire issue, à l'époque, du règlement n°3093/94/CE du 15/12/94, désormais confirmé par le règlement n°2037/2000/CE du 29/09/2000.

De nouvelles installations de trigénération ont été mises en service fin 2000, ces nouvelles installations qui participent au service rendu à l'ensemble des usagers du réseau de chaleur ont impliqués des adaptations de la convention. Dans un souci de lisibilité ces adaptations ont été intégrées dans le contrat de concession refondu avec les avenants antérieurs le 31 août 2001.

Le contrat de concession refondu (ci-après la « Concession »), a été adapté dans le cadre d'un avenant n°1 en date du 1er décembre 2007, ayant pour objet de :

- mettre à jour le niveau de tarif et la composition des formules de variation,
- apporter quelques modifications à la concession, motivées par la nécessaire adaptation du contrat aux évolutions légales et réglementaires et par la volonté de mise en œuvre d'une politique de développement des énergies renouvelables,
- approuver le plan quinquennal de travaux.

La Concession doit à nouveau être adaptée dans le cadre du présent avenant pour les raisons ci-après explicitées.

La Ville de Montpellier est engagée depuis plus de vingt-cinq ans dans une démarche énergétique vertueuse pour réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments communaux. Forte de ce savoir-faire sur son patrimoine immobilier, la Ville de Montpellier a lancé dès 2006 une démarche de développement durable à l'échelle du territoire communal qui s'est traduite par un ensemble d'actions concrètes en faveur des énergies renouvelables et de la maîtrise énergétique :

- Création d'une agence locale pour l'énergie en 2007,
- Développement de nouveaux réseaux de chaleur renouvelables en 2007 (Port Marianne, Grisettes et Universités),
- Cartographie de thermographie aérienne infrarouge en 2009,
- Signature de la convention européenne des Maires Energie Cités sur l'engagement des 3 fois 20 en 2009,
- Lancement d'un Plan Climat Energie Territorial en 2011.

En 2011, la Ville a demandé au Concessionnaire d'accroître sa contribution à l'atteinte de ces objectifs de développement durable.

En effet, même si les quartiers de Port Marianne, des Grisettes et des Universités sont alimentés majoritairement par des énergies renouvelables, plaquette forestière, biogaz et bois propre de récupération, le réseau des quartiers d'Antigone et de Polygone conserve à ce jour un mix énergétique fossile avec du gaz naturel, du charbon et plus marginalement du fuel domestique.

Cette contribution se concrétise dans le cadre du plan quinquennal de travaux présenté par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire a proposé un programme de travaux pour remplacer le charbon et une partie du gaz par une énergie renouvelable et locale : la biomasse issue des forêts gérées durablement du nord de l'Hérault et de Lozère.

Le dépassement du seuil de 50% d'énergie renouvelable pour la production de chaleur sur ce réseau de chaleur nécessite :

- D'une part, de convertir la chaufferie charbon d'Antigone au granulé de bois ;
- D'autre part, de créer une nouvelle chaufferie à plaquette de bois sur le site de l'ancienne chaufferie charbon du Lycée Joffre.

Le coût de ce nouveau programme de travaux à réaliser sur une durée de 18 mois à partir de l'obtention des autorisations est évalué à 8 millions d'€uros, desquels seront déduites les aides potentielles au titre du fonds chaleur et des certificats d'économie d'énergie estimées à un montant maximum de 25% du coût total des travaux.

En complément de ces nouveaux investissements, les coûts d'exploitation seront également augmentés : le granulé de bois est un combustible plus onéreux que le charbon industriel livré actuellement à la chaufferie d'Antigone et les frais de conduite, entretien et maintenance seront plus élevés avec la chaufferie supplémentaire de Joffre.

Le coût du programme de travaux et le renchérissement des coûts d'exploitation modifient l'économie générale de la Concession au sens des dispositions de l'article L.1411-2 b) du code général des collectivités territoriales.

Par ailleurs, l'objectif fixé par la Ville de maîtrise des coûts de chauffage pour les abonnés du service implique de maintenir les tarifs à leur valeur actuelle HT.

En conséquence, il apparaît nécessaire de prolonger la durée de la Concession de 8 ans afin d'amortir les nouveaux investissements et étalés les frais financiers sur une période plus importante conformément aux dispositions de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle 2 » et notamment de l'article 85.

Par ailleurs, l'article 70 de la Concession prévoit l'examen régulier du niveau des tarifs du Concessionnaire et de la composition des formules de variation afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques.

Les changements dans l'approvisionnement énergétique du réseau de chaleur Antigone-Polygone augmentent sensiblement les charges pour le Concessionnaire mais permettent également d'améliorer la maîtrise des tarifs pour les abonnés du service public, par l'application d'un taux de TVA réduit sur la chaleur produite au moins à 50% à partir d'énergie renouvelable et grâce à des formules de variation des tarifs de la chaleur déconnectés pour partie des énergies fossiles, ce qui devrait être plus favorable aux abonnés pour les années à venir.

Certaines dispositions financières de la Concession doivent ainsi être validées ou adaptées dans le cadre du présent avenant.

L'article 87 de la loi Grenelle 2 permet aux abonnés d'un réseau de chaleur que le fournisseur réévalue leur contrat, dès lors que la puissance souscrite est devenue supérieure aux besoins, suite à une réhabilitation thermique de l'immeuble raccordé.

Certaines clauses de la Concession doivent ainsi être complétées dans le cadre du présent avenant.

En résumé, un avenant à la Concession, telle que refondue le 31 août 2001 et modifiée par avenant n°1 en date du 1er décembre 2007, s'avère nécessaire pour les raisons suivantes :

- l'approbation du plan quinquennal de travaux ;
- la prolongation de la durée de la Concession de 8 ans, motivée par l'utilisation accrue d'énergies renouvelables conformément à l'article L.1411-2 b) du code général des collectivités territoriales ;
- la mise à jour du niveau des tarifs et de la composition des formules de variation en conséquence des changements dans l'approvisionnement énergétique ;
- l'approbation de la mise à jour de l'annexe 7 de la Concession « inventaire des ouvrages en service à la date du 31 décembre 2000 » ;
- l'intégration de la possibilité pour les abonnés du réseau de demander un réajustement de la puissance souscrite suite à une réhabilitation thermique du bâtiment conformément à l'article L.241-10 du Code de l'énergie ;
- la mise à jour et la correction de forme de certaines références législatives et réglementaires de la Concession.

**En conséquence, nous vous proposons :**

- d'accepter les termes de l'avenant joint en annexe à la délibération
- d'autoriser la SERM à procéder aux travaux du plan quinquennal
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 02/10/2012**